



MARS
2022



Le partenariat russo-iranien Une entente conjoncturelle aux accents sécuritaires

Clément THERME

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0496-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : © Leonid Altman

Comment citer cette publication :

Clément Therme, « Le partenariat russo-iranien. Une entente conjoncturelle aux accents sécuritaires », *Russie.Nei.Reports*, n° 37, Ifri, mars 2022.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.NEI.Reports

Russie.NEI.Reports est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces études *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Clément Therme est chercheur associé à l'Institut universitaire européen de Florence et membre associé du Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBAC) à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il est aussi *non-resident fellow* à Rasanah-IIIS. Spécialiste du monde iranien, il a été auparavant chercheur à l'International Institute for Strategic Studies (IISS), assistant d'enseignement à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, chercheur à l'Institut français de recherche en Iran à Téhéran et assistant de recherche pour le programme Moyen-Orient de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Il a aussi été chercheur invité auprès de l'American Institute for Afghanistan Studies (Boston-Kabul) et chercheur post-doctorant à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM) et à la Faculté de théologie de l'Université de Genève. Auteur de nombreux articles sur l'Iran, l'Afghanistan et l'Asie centrale, il a notamment publié *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979* (Presses universitaires de France, 2012) et co-dirigé *Iran and the Challenges of the Twenty-First Century* (Mazda Publishers, 2013). Il a enfin dirigé l'ouvrage *L'Iran et ses rivaux* paru aux éditions Passés composés en février 2020 et co-dirigé *L'Iran en quête d'équilibre* (*Confluences Méditerranée*, vol. 2, n° 113, L'Harmattan, 2020).

Résumé

La consolidation du partenariat russo-iranien se fonde sur des intérêts sécuritaires convergents sur le plan bilatéral, à l'échelle régionale mais aussi sur la scène internationale. Téhéran a su mettre en œuvre une politique régionale largement conforme aux intérêts russes, qu'il s'agisse de la question syrienne (depuis 2011), du Caucase, de l'Asie centrale et de l'Afghanistan (depuis 1991).

Cette dimension sécuritaire était déjà l'un des fondements de la relation bilatérale post-guerre froide. Elle est désormais présente dans les coopérations régionales entre Téhéran et Moscou. En outre, le déclin de l'hégémonie américaine, manifeste depuis les années 2000, a favorisé l'émergence d'un discours idéologique russo-iranien contre les « valeurs occidentales ».

Cependant, au-delà de ce substrat idéologique commun, Téhéran a développé une véritable *Realpolitik*, consistant à s'appuyer sur le rôle international de la Russie pour contrer les pressions américaines visant à un changement du régime (*regime change*) ou, au minimum, à un changement du comportement (*behaviour change*) de la République islamique. Autrement dit, l'objectif de préserver l'identité du régime iranien a donné une nouvelle dimension aux relations avec Moscou.

Celles-ci sont devenues, depuis 1991, une question de survie pour l'Iran, soumis de manière concomitante à une contestation populaire interne et à une pression externe de Washington, qui s'est accrue depuis la période de l'administration Trump (2017-2021).

Sommaire

INTRODUCTION	5
LES RELATIONS AVEC LA RUSSIE : UNE AFFAIRE DE POLITIQUE INTÉRIEURE EN IRAN	7
APRÈS L'ÉLECTION D'EBRAHIM RAÏSSI : VERS UNE ACCENTUATION DU RAPPROCHEMENT IRANO-RUSSE	11
VERS UN PARTENARIAT À DOMINANTE SÉCURITAIRE	14
UNE DYNAMIQUE COMMERCIALE FAVORABLE	18
SPOUTNIK V : LE VACCIN DE LA DISCORDE ?.....	20
L'IRAN ET LA RUSSIE FACE À LA QUESTION SYRIENNE.....	22
LE DÉFI AFGHAN.....	24
L'IRAN ET LA RUSSIE AU CAUCASE DU SUD	27
L'ENTRÉE DE L'IRAN DANS L'ORGANISATION DE COOPÉRATION DE SHANGHAI (OCS)	30
CONCLUSION	32

Introduction

Depuis la fin de la guerre froide (1991), les relations entre Téhéran et Moscou sont analysées à travers différentes grilles de lecture. Certaines mettent en avant les convergences idéologiques russo-iraniennes pour montrer la dangerosité des coopérations technologiques, notamment dans les domaines nucléaire, spatial, militaire et sécuritaire entre les deux pays¹. D'autres insistent au contraire sur la fragilité de cette entente et anticipent sinon une rupture imminente entre les deux partenaires, du moins une méfiance réciproque tenace². Au contraire, la propagande officielle des deux États insiste sur leurs relations de « bon voisinage », et évoque désormais un « partenariat stratégique », tout en soulignant que cette nouvelle alliance « naturelle » est dirigée contre l'extrémisme religieux au Moyen-Orient³ et le terrorisme. Cette volonté de donner un contenu idéologique aux relations bilatérales est aussi un moyen de minimiser les divergences entre Moscou et Téhéran, notamment sur la question du partage de la mer Caspienne⁴.

Pour autant, même sur le plan idéologique et/ou stratégique – selon le point de vue privilégié⁵ –, il existe des différences de nature entre la politique iranienne de Moscou et la politique russe de Téhéran. Ainsi, la dimension anti-américaine est plus idéologique et constante dans le cas de la politique étrangère iranienne depuis 1979 que dans celle de la Russie depuis 1991. En outre, Moscou a souvent donné la priorité à ses relations avec Washington par rapport à celles avec son partenaire iranien ; une constante au moins jusqu'en 2014, date de l'annexion de la Crimée. Depuis lors, on constate une détérioration des relations russo-occidentales et un

1. C. Therme, « Iran and Russia in the Middle East: Towards a Regional Alliance? », *The Middle East Journal*, automne 2018, p. 549-562 ; B. C. Feldman et D. Rakov, « Iran-Russia Relations: Continued Partnership Alongside Conflicting Interests », *INSS Insight*, n° 1504, 4 août 2021, disponible sur : www.inss.org.il.

2. D. Galeeva, « Iran's Relations with Russia to Be Tested Under Raisi », *Arab News*, 29 juin 2021, disponible sur : www.arabnews.com.

3. Déclaration de Sergueï Lavrov citée par N. Kozhanov, « Iran and Russia: Between Pragmatism and Possibilities of a Strategic Alliance » in L. Zaccara (dir.), *Foreign Policy of Iran under President Hassan Rouhani's First Term (2013-2017)*, Singapour, Springer, 2020, p. 132. Nansi Paulraj qualifie pour sa part la relation russo-iranienne d'« alliance ouverte » (open-ended alliance), voir N. Paulraj, « The JCPOA and Changing Dimensions of the Russia–Iran Relations », *Contemporary Review of the Middle East*, vol. 3, n° 1, 2016, p. 107.

4. Voir C. Therme, « L'accord " historique " sur la mer Caspienne, symbole d'un recul iranien ? », *Diplomatie*, janvier-février 2019, disponible sur : www.areiion24.news.

5. On définira les relations bilatérales comme stratégiques si l'opposition à Washington est envisagée comme une simple orientation de politique étrangère. Le terme idéologique correspond à une analyse mettant en exergue le prisme anti-américain comme une donnée permanente de la politique du régime de la République islamique.

rééquilibrage de la diplomatie de Moscou vis-à-vis des puissances régionales non occidentales⁶. Le discours sur le monde multipolaire, qui date certes de Evgueni Primakov⁷, reçoit en 2014 une impulsion nouvelle. La stratégie russe se fonde sur la promotion d'une vision du système international soulignant l'émergence de « nouveaux centres de pouvoir » tels que la Chine, les États de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde et l'Iran⁸. La question des relations avec les États non occidentaux est donc devenue prioritaire, et les nouvelles dynamiques à l'œuvre dans les relations russo-iraniennes depuis 2014 doivent être envisagées dans ce cadre.

6. Pour une liste des puissances non occidentales, voir le chapitre intitulé : « Strategy Element: Rebalance Away from the West » dans S. Charap *et al.*, « Russian Grand Strategy. Rhetoric and Reality », Rand Corporation, 2021, p. 156, disponible sur : www.rand.org.

7. Ancien chef de la diplomatie russe (1996-1998) et ancien Premier ministre (1998-1999), voir I. Mandraud, « Décès d'Evgueni Primakov, ancien ministre russe », *Le Monde*, 29 juin 2015.

8. *Ibid.*, p. 153.

Les relations avec la Russie : une affaire de politique intérieure en Iran

Le débat public iranien a été marqué par deux polémiques mettant en cause le rapprochement de Téhéran avec Moscou.

La première polémique s'est imposée dans le débat politique interne après la fuite d'un enregistrement du ministre des Affaires étrangères, Javad Zarif, daté de mars 2021. Ses propos confirmaient que l'administration Rouhani (août 2013-août 2021) considérait le programme nucléaire iranien comme un projet prioritaire du corps des Gardiens de la révolution islamique (*Pasdaran*) susceptible de desservir les intérêts de l'État. Dans la conversation enregistrée⁹, le ministre accusait même les *Pasdaran* de collaborer avec la Russie pour saboter ses efforts diplomatiques sur la question nucléaire. De son point de vue, les Russes craignaient alors qu'un accord de non-prolifération ne rapproche l'Iran des États-Unis. J. Zarif présentait la rencontre de décembre 2015 entre Vladimir Poutine et Qasem Soleimani¹⁰ pour discuter du conflit syrien, quelques mois après la conclusion de l'Accord sur le nucléaire iranien (JCPoA), comme un moyen de prévenir toute normalisation des relations irano-américaines. De son point de vue, la Russie aurait même cherché à maintenir l'Iran dans un statut de co-belligérant en Syrie dans le but de prolonger le conflit entre Téhéran et Washington¹¹. Ces rencontres entre l'« État parallèle » iranien et les responsables politiques russes, ainsi que les actions clandestines ultérieures – le raid contre l'ambassade saoudienne (à Téhéran), la saisie de navires dans le golfe Persique – auraient eu pour objectif d'empêcher la mise en œuvre du JCPoA¹². Cette approche apparaît néanmoins comme le fruit d'une erreur d'interprétation, car la Russie a signé l'Accord sur le nucléaire en 2015¹³ et son rôle constructif à cet égard a été reconnu par d'anciens responsables de l'administration Obama¹⁴. En

9. « Exclusive: Zarif Claims Soleimani Intervened in Diplomacy, Russia Wanted to Destroy JCPOA », *Iran International*, 25 avril 2021, disponible sur : <https://iranintl.com>.

10. Le commandant de la force Al-Qods, une unité d'élite des *Pasdaran*.

11. *Ibid.*

12. M. A. Tabaar, « Iran's War Within. Ebrahim Raisi and the Triumph of the Hard-Liners », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2021, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

13. M. N. Katz, « Russia Secretly Feared the Iran Nuclear Deal. Here's Why », *Atlantic Council*, 28 avril 2021, disponible sur : www.atlanticcouncil.org.

14. John Kerry explique ainsi dans ses mémoires que « Poutine et la Russie ont été des partenaires constructifs s'agissant des négociations nucléaires iraniennes et sur l'Afghanistan, parmi de nombreux dossiers, et malgré cela ils ont été impitoyables et calculateurs sur d'autres questions,

outre, indépendamment du facteur russe, la diplomatie iranienne n'aurait jamais pu mener à bien une normalisation avec Washington, du fait de la nature révolutionnaire et fondamentalement anti-américaine de la République islamique. Certes, la Russie ne souhaiterait pas l'établissement d'un nouveau régime pro-américain à Téhéran ; cependant, cette perspective étant irréaliste à court terme, les propos de J. Zarif ne reflètent pas un « plan secret » de la Russie, mais confirment plutôt la puissance de l'État parallèle (l'appareil de sécurité) et la faiblesse de l'État visible iranien (le gouvernement du président Rouhani)¹⁵.

Une seconde polémique, historique cette fois, a émergé en août 2021. Le ministère iranien des Affaires étrangères a invité l'ambassadeur de Russie à Téhéran, Levan Dzhagaryan, à s'expliquer sur une photographie publiée sur le réseau social Twitter le 11 août 2021¹⁶. L'image montrait l'ambassadeur russe avec son homologue britannique sur l'escalier qui avait accueilli la conférence de Téhéran en 1943¹⁷.

Lors de son entretien avec le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, le diplomate russe a déclaré que cette publication avait pour seul objectif de commémorer l'alliance entre l'Union soviétique et le Royaume-Uni contre l'armée nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, et qu'elle ne cachait aucune velléité anti-iranienne¹⁸. L'ambassadeur de Russie a également souligné la dimension stratégique des relations entre Téhéran et Moscou, et regretté que l'image ait été perçue négativement par la population iranienne¹⁹. Pour leur part, les autorités iraniennes ont déclaré qu'en dépit des relations stratégiques et amicales existant entre les deux pays, la publication de cette photographie était inacceptable²⁰. Cette tension est inhabituelle dans les relations bilatérales russo-iraniennes depuis 1991. La convocation des ambassadeurs russe et britannique par le ministère des Affaires étrangères de la République islamique²¹ confirme la sensibilité historique liée au passé de ces deux puissances impériales en Iran, depuis la période du Grand Jeu jusqu'à la chute du gouvernement Mossadegh en 1953. Cette méfiance demeure un facteur limitant la possibilité de mettre en œuvre une véritable alliance russo-iranienne.

comme le soutien à Assad en Syrie ou l'ingérence dans le processus électoral américain en 2016 ». J. Kerry, *Every Day Is Extra*, New York, Simon & Schuster, 2018.

15. K. Sadjapour, « How to Win the Cold War With Iran », *The Atlantic*, 25 mars 2021, disponible sur : www.theatlantic.com.

16. Voir le tweet de l'Ambassade russe en Iran, 11 août 2021, disponible sur : <https://twitter.com>.

17. Première rencontre réunissant Churchill, Roosevelt et Staline.

18. A. Shahbâzi, « Conferense Tehrân va iâdâvari-ye safirân » [La conférence de Téhéran et la question mémorielle vue par les ambassadeurs], *Ensaf News*, 19 août 2021, disponible sur : www.ensafnews.com.

19. « Russian Ambassador Invited to Foreign Ministry Over Controversial Photo », Ministry of Foreign Affairs, Islamic Republic of Iran, 12 août 2021, disponible sur : <https://en.mfa.gov.ir>.

20. *Ibid.*

21. « Iran Summons Russian and British Envoys Over Tehran Conference Tweet », *Reuters*, 12 août 2021, disponible sur : www.reuters.com.

L'héritage historique, la méconnaissance réciproque ou encore le manque de complémentarité économique, voire la compétition dans le domaine de l'énergie²², sont les principaux facteurs de tensions bilatérales²³. Téhéran n'est pas en mesure d'établir un rapport de force favorable dans une relation qui demeure asymétrique, même après l'effondrement de la superpuissance soviétique en 1991. Ainsi, loin de fournir des excuses dans l'affaire de la photographie, l'ambassadeur russe s'est contenté d'exprimer ses regrets pour le malentendu. À la suite de cette polémique, l'ancien député de l'Assemblée consultative islamique, l'organe législatif (le *majles*), Ali Motahari, qui exerce une fonction tribunitienne en République islamique, a accusé la Russie d'avoir infiltré le système (*nezam*) de la République islamique. Selon lui, le régime iranien serait devenu trop favorable aux intérêts russes et chinois, et excessivement hostile aux intérêts occidentaux²⁴. Pour Motahari, le message diplomatique russe à travers cette publication aurait été de démontrer un « contrôle russe sur l'Iran²⁵ ». En outre, il estime, comme l'ancien ministre Zarif, que la Russie cherche à saboter les négociations internationales autour du nucléaire iranien afin de prévenir la conclusion d'un « accord entre l'Iran et l'Occident²⁶ ». Motahari et Zarif ont également critiqué la priorité donnée à l'Est dans la politique étrangère de Téhéran depuis 2005, en rappelant que les puissances russe et chinoise ont une ambition tout aussi hégémonique que les États occidentaux²⁷.

En dépit du débat public récurrent, à la fois au sein des élites et de la société, sur la pertinence de cette orientation pro-russe et pro-chinoise de la diplomatie de la République islamique, les « modérés » iraniens ne sont pas parvenus à infléchir la politique étrangère de Téhéran. En 2013, aux côtés des soutiens réformateurs de Rouhani, ils avaient pour objectif de rééquilibrer celle-ci en faveur de l'Occident en général, et des États

22. Les deux pays sont notamment exportateurs de pétrole et de gaz et la réduction des exportations iraniennes de pétrole et l'incapacité de l'Iran à devenir un véritable pays exportateur de gaz sont des éléments perçus favorablement à Moscou. Voir : « Râvâbet irân va rusie eshq iek taraf ? » [Les relations irano-russes, un amour à sens unique ?], *Radio Farda*, 12 février 2021, disponible sur : www.radiofarda.com.

23. « The problem of trust between the people of Russia and Iran remains unresolved, if only because they have very poor knowledge of each other. What they do know is often “ hearsay ” received primarily from Western sources, which are not always objective, to say the least. Besides, the history of Russia-Iran bilateral relations has various pages, and it probably would be wrong to claim that old grievances, stereotypes, and biases that have formed over centuries have no influence on the public mood. » Voir : A. Kortunov, « Russia and Iran: How Far From a Strategic Partnership? », RIAC, 6 mai 2021, disponible sur : <https://russiancouncil.ru>.

24. *Ibid.*

25. *Ibid.*

26. « Conservative Ex-Parliamentarian Says Russia Has “Infiltrated” Iran », *Iran International*, 19 août 2021, disponible sur : <https://iranintl.com>.

27. « Ravâbet irân bâ rusie-o tchin lâzem hast amâ farâmouch nakonim ke in do keshvar ham solte-talab hastand » [Les relations de l'Iran avec la Russie et la Chine sont nécessaires, mais n'oublions pas que ce sont aussi deux puissances hégémoniques], *Khabar online*, 17 février 2021, disponible sur : www.khabaronline.ir.

européens en particulier. Or, l'échec du rapprochement économique irano-européen entrepris après l'Accord sur le nucléaire de 2015 a révélé la faible marge de manœuvre de ces « modérés » sur les questions internationales²⁸. De fait, les huit années du gouvernement Rouhani ont été marquées par un rapprochement irano-russe. Le président et son ministre des Affaires étrangères se sont rendus en Russie respectivement à quatre et à trente-trois reprises depuis 2013²⁹. Il ne semble pas exister de véritable alternative à la stratégie globale du régime consistant à s'appuyer sur les puissances « non occidentales » du Conseil de sécurité des Nations unies – la Russie et la Chine – pour contrer les pressions américaines.

28. Voir C. Therme, « Les relations Iran-Europe au défi de l'administration Trump », *Telos*, 17 décembre 2018, disponible sur : www.telos-eu.com.

29. H. Azizi, « What Raisi's Presidency Will Mean for Iran-Russia Relations », *Amwaj Media*, 9 juillet 2021, disponible sur : <https://amwaj.media>.

Après l'élection d'Ebrahim Raïssi : vers une accentuation du rapprochement irano-russe

Cette impasse de la politique étrangère de la République islamique s'explique en premier lieu par le refus du système (*nezam*), c'est-à-dire du régime politique, d'envisager une normalisation des relations diplomatiques avec Washington. La présidence d'Ebrahim Raïssi (investi en août 2021) introduira tout au plus des nuances dans la mise en œuvre des grandes lignes diplomatiques fixées par le guide suprême Ali Khamenei depuis 1989. Les principales évolutions attendues de la stratégie internationale de Téhéran sont les suivantes : premièrement, l'approche du régime sera plus sécuritaire, avec une militarisation accrue ; cette évolution constitue d'ailleurs un facteur positif pour les coopérations régionales entre Téhéran et Moscou, qu'il s'agisse de l'Afghanistan post-2021, de la Syrie, du Caucase³⁰ ou de l'Asie centrale. L'exemple syrien montre les difficultés pour la coopération bilatérale russo-iranienne à transformer une co-belligérance en véritable alliance militaire. Cette difficulté se manifeste par exemple dans la lutte d'influence persistante entre Téhéran et Moscou pour la reconstruction militaire en Syrie : la Russie se focalise sur une restauration du contrôle de l'armée syrienne sur l'ensemble du territoire national, alors que la République islamique donne la priorité aux milices pro-iraniennes présentes notamment dans le sud de la Syrie, à proximité de la frontière avec Israël³¹.

Deuxièmement, après l'échec de l'Accord sur le nucléaire, la nouvelle posture de Téhéran vise à renforcer les relations économiques au niveau régional, mais aussi avec la Russie et l'Union économique eurasiatique. Selon le président Raïssi, il s'agit d'« accroître le volume des échanges bilatéraux avec la Russie [...] et de finaliser le document global de coopération Iran-Russie dans les plus brefs délais³² ». Autrement dit, l'Iran ne priorise plus le commerce avec les pays européens, mais s'oriente vers une régionalisation des échanges et vers un développement du commerce avec la Chine. Troisièmement, la perception des « menaces » et des

30. E. Mamedov, « Perspectives. What to Expect From the New Iranian President – A View From the Caucasus », *Eurasianet*, 7 juillet 2021, disponible sur : <https://eurasianet.org>.

31. A. B. Haim, « Rebuilding the Syrian Military: Significance for Israel », *INSS Insight*, n° 1519, 15 septembre 2021, disponible sur : www.inss.org.il.

32. « Ayatollah Raisi in a Phone Call With the President of Russia: Cementing Ties With Russia a Key Priority in Iran's Foreign Policy », Ministry of Foreign Affairs, Islamic Republic of Iran, 18 août 2021, disponible sur : <https://en.mfa.gov.ir>.

opportunités pour la République islamique dans les rivalités entre les grandes puissances³³ (Russie-États-Unis, mais aussi et surtout Chine-États-Unis) constitue un élément structurant de la définition de la politique étrangère iranienne en Eurasie.

Enfin, il s'agira d'élargir la coopération irano-russe depuis le théâtre syrien vers l'Afghanistan des talibans. Raïssi estime que « l'établissement de la sécurité et de la paix en Afghanistan a toujours été un point important pour l'Iran » et que « tous les groupes afghans devraient travailler ensemble pour établir la stabilité dans le pays dès que possible, et faire du retrait américain un tournant pour une paix et une stabilité durables en Afghanistan. [...] L'expérience réussie de la coopération Iran-Russie dans la lutte contre le terrorisme "takfiriste"³⁴ en Syrie a ouvert de nouvelles fenêtres pour intensifier l'interaction Téhéran-Moscou³⁵ ». Néanmoins, malgré l'insistance des conservateurs sur le succès idéologique que représente le retrait militaire américain, la victoire des talibans constitue un défi pour la coopération sécuritaire irano-russe dans la zone. En effet, les discours de triomphe idéologique et les critiques sur l'échec américain ont rapidement laissé place à des préoccupations sur la stabilité du pays et sur le risque de développement de nouveaux foyers terroristes, ainsi que sur l'accroissement des trafics de drogue en provenance d'Afghanistan.

Au mois d'avril 2019, lorsque Washington a désigné les *Pasdaran* comme « entité terroriste », Moscou a affirmé sa différence en soulignant, par exemple, l'utilité des Gardiens de la révolution dans le maintien de la stabilité en Iran³⁶ et en reconnaissant le rôle de ce corps d'armée dans la définition des politiques nationale, régionale et internationale de la République islamique. Les *Pasdaran* sont au cœur de la relation bilatérale avec la Russie en raison de la nature des coopérations : nucléaire civil, spatial et militaire, autant de domaines où les Gardiens sont très actifs en Iran. En outre, l'ambassadeur d'Iran en Russie est nommé sur proposition du Guide, et non du ministre des Affaires étrangères. Les Gardiens de la révolution sont bien au cœur du système de prise de décision de la République islamique s'agissant des relations avec Moscou³⁷. L'exemple de

33. M. Dorra et N. Entessar, « Iran's Northern Exposure: Foreign Policy Challenges in Eurasia », *CIRS Occasional Papers*, 2013, p. 43, disponible sur : <https://papers.ssrn.com>.

34. Mouvement fondamentaliste prônant le recours à la violence. Voir S. S. Shahza, « Une idéologie messianique, le takfirisme », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2007, p. 13.

35. « Ayatollah Raisi in a Phone Call with the President of Russia: Cementing Ties With Russia a Key Priority in Iran's Foreign Policy », *op. cit.*

36. « Russian Parliament Against US Choice on IRGC », IRNA, 10 avril 2019, disponible sur : <https://en.irna.ir>.

37. Contrairement aux affirmations du dernier rapport de la Rand Corporation : « The IRGC and the executive branch have the most sway over specific national security issues; the IRGC largely dominates decision-making on regional portfolios, while the executive branch has more sway over the country's approach to international powers, such as European nations, Russia, and China. » A. M. Tabatabai, « Iran's National Security Debate Implications for Future U.S.-Iran Negotiations », RAND Corporation, octobre 2019, p. 3, disponible sur : www.rand.org.

la guerre en Syrie renforce encore la surreprésentation des *Pasdaran* dans la relation irano-russe par rapport à d'autres dossiers, notamment les relations irano-européennes. La visite de Soleimani en Russie en 2015, qui aurait été décisive dans la décision de Moscou de s'engager militairement dans le conflit syrien, est à cet égard révélatrice³⁸.

La ligne défendue par les plus conservateurs en Iran sur la coopération avec Moscou en matière de lutte contre le terrorisme « takfiri » fait consensus s'agissant de l'objectif, même si des différences de méthode subsistent entre les factions des « modérés » et des radicaux. Le président Rouhani a néanmoins échoué à imposer sa ligne diplomatique visant un rééquilibrage des relations internationales du pays à travers un rapprochement avec l'Europe et des négociations avec Washington. En effet, sous la présidence Trump, toutes les factions iraniennes soutenaient un rapprochement avec la Russie et la Chine. Cette unité a consacré la victoire de la ligne que le Guide suprême et les *Pasdaran* avaient développée dès le début des années 2000, et qui s'était renforcée après le « Mouvement vert » de 2009 et la guerre en Syrie à partir de 2012.

En outre, la nouvelle génération des élites politiques radicales en Iran s'oppose à toute forme de relations avec l'Occident. Elle souligne le « regard vers l'Est » (qui inclut la Russie) de la politique étrangère défendue par le Guide à travers le nouveau slogan « Plus Est que Ouest », qui remplace le « Ni Est, ni Ouest » de la Révolution islamique³⁹. Ces élites reprochent aux anciens conservateurs d'avoir soutenu l'Accord sur le nucléaire de 2015. Elles considèrent Vladimir Poutine comme un membre de « l'axe de la résistance⁴⁰ » à l'Occident, réceptif, qui plus est, aux politiques révolutionnaires de la République islamique⁴¹.

38. Voir L. Bassam et T. Perry, « How Iranian General Plotted Out Syrian Assault in Moscow », *Reuters*, 6 octobre 2015, disponible sur : www.reuters.com ; et, plus largement, sur le rôle du général Soleimani dans la coopération irano-russe en Syrie : N. Kozhanov, « Russian-Iranian Relations Through the Prism of the Syrian Crisis », *Insight Turkey*, vol. 19, n 4, automne 2017, p. 109.

39. « Khamenei Instructs Iranian Scholars to Look Eastward », *Al-Monitor*, 18 octobre 2018, disponible sur : www.al-monitor.com.

40. « Tcherâ Putin dar moqâbel-e Netanyâhu az mehvar-e moqâvemat hemâyat-e had-e askari kard ? » [Pourquoi Poutine soutient-il l'axe de la résistance face à Netanyahu ?], *Mashregh News*, 26 août 2017, disponible sur : www.mashreghnews.ir.

41. R. Faghihi, « Meet the New Generation of Iranian Hard-Liners », *Al-Monitor*, 18 juillet 2018, disponible sur : www.al-monitor.com.

Vers un partenariat à dominante sécuritaire

La Russie et l'Iran ont récemment manifesté leur volonté de renforcer les coopérations politiques bilatérales, ainsi que d'approfondir leurs relations économiques⁴². Le 11 octobre 2021, Téhéran a annoncé la signature à venir d'un partenariat stratégique comprenant un accord de développement sur 20 ans⁴³. Néanmoins, la priorité de Moscou demeure la mise en œuvre d'un « partenariat conjoncturel » avec l'Iran de Raïssi⁴⁵. La République islamique d'Iran devrait rester un partenaire prioritaire, mais non exclusif, de Moscou. La stratégie iranienne consistant à moins miser sur les États européens risque d'accentuer la dépendance de Téhéran vis-à-vis de ses partenaires russe et chinois.

Les tentatives iraniennes de développer un programme spatial indépendant ont échoué, rendant nécessaire le recours aux technologies russes dans ce domaine. La coopération russo-iranienne dans le domaine spatial remonte à l'année 1998, avec le développement du projet de satellite iranien Mesbah⁴⁶. Elle préoccupe les Occidentaux car elle pourrait, à terme, permettre à la République islamique d'améliorer ses capacités de surveillance de cibles militaires au Moyen-Orient. Le contrôle des Gardiens de la révolution sur le programme spatial en général, et sur la coopération avec la Russie en particulier, constitue une autre source d'inquiétude pour les Occidentaux. Si Téhéran venait à acquérir le satellite russe Kanopus-V, il serait alors à même de mieux surveiller les installations pétrolières du golfe Persique, les bases militaires américaines en Irak ou les activités militaires israéliennes. Le lancement pourrait avoir lieu depuis le sol russe, alors que la gestion du satellite serait entre les mains d'une équipe iranienne formée en Russie et basée dans la province d'Alborz, près de Téhéran. Bien que Moscou refuse de reconnaître une partie de son soutien au programme spatial iranien, la coopération sécuritaire et le transfert de technologies

42. « Ambassador: Iran-Russia Ties Will Become Stronger During Raisi Administration », *Tehran Times*, 30 juillet 2021, disponible sur : www.tehrantimes.com.

43. « Moscow, Tehran Deny Claim Of Deal To Block Iran Extracting Caspian Gas », *Iran International*, 4 novembre 2021, disponible sur : www.iranintl.com.

44. Voir « L'Iran et la Russie vont signer un partenariat stratégique selon Téhéran », AFP, 11 octobre 2021, disponible sur : www.lorientlejour.com.

45. S. Ramani, « Russian-Iranian Relations Under Raisi and Possible Post-Khamenei Scenarios », *Policy Analysis*, Middle East Institute, 7 juillet 2021, disponible sur : www.mei.edu.

46. « Russia: Security Concerns About Iran's Space Program Growing (U//FOUO) », FAS, 16 novembre 2010, disponible sur : <https://fas.org>.

sensibles constituent l'un des fondements de la relation bilatérale depuis 1991⁴⁷.

Dans la sphère militaire, on observe également un développement des exercices conjoints. Le 26 juillet 2021, la participation du destroyer *Sahand* et du navire de soutien *Makran* (iraniens) à un défilé naval organisé au port de Saint-Pétersbourg a été saluée comme un « événement historique » par le commandant de la marine iranienne, le contre-amiral Hossein Khanzadi⁴⁸. En outre, de nouveaux exercices militaires trilatéraux Iran, Russie, Chine sont programmés pour la fin de l'année 2021 ou le début de l'année 2022 dans le golfe Persique. Les marines des trois pays consacreront leurs manœuvres à la sécurité maritime et à la lutte contre la piraterie maritime⁴⁹. Selon l'ambassadeur de Russie en Iran, « à la suite de la levée de l'embargo onusien sur les armements iraniens, l'Iran et la Russie discutent actuellement de l'achat par Téhéran de matériels militaires russes ».

Par ailleurs, un accord militaire a été signé en janvier 2015 par le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou et son homologue iranien de l'époque, le général Hossein Dehqan. Le 24 décembre 2018, une délégation du ministère russe de la Défense dirigée par le général Ossipov est arrivée en Iran pour travailler sur la mise en œuvre d'un accord de coopération militaire et renforcer les coopérations militaires régionales de la Syrie au Caucase⁵⁰.

Outre le renforcement de la coopération bilatérale militaire, Moscou cherche à intégrer plus encore la République islamique dans sa stratégie régionale au sein de l'ancien espace soviétique, dans le Caucase et en Asie centrale. L'ambassadeur russe a ainsi réaffirmé le soutien de Moscou à la pleine adhésion de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS⁵¹). Le lancement du processus d'adhésion de l'Iran à l'OCS a été annoncé à Douchanbé à l'automne 2021. Son aboutissement reste néanmoins tributaire de la sortie de l'Iran de la liste noire du Groupe d'action financière⁵² et de la poursuite du processus de négociations de Vienne sur le nucléaire iranien. De fait, Téhéran doit éviter un retour des sanctions économiques internationales contre la République islamique.

47. J. Warrick, « Russia Is Preparing to Supply Iran With an Advanced Satellite System That Will Boost Tehran's Ability to Surveil Military Targets, Officials Say », *The Washington Post*, 11 juin 2021, disponible sur : www.washingtonpost.com.

48. « Iranian Navy Vessels to Attend Russia's Navy Day Parades », IRNA, 19 juillet 2021, disponible sur : <https://en.irna.ir>.

49. « Russia, Iran and China to Hold Joint Drills in Gulf -RIA », *Reuters*, 23 août 2021, disponible sur : www.reuters.com.

50. « Iran/Russia: Iran, Russia Vow to Expand Cooperation in Caucasus », *Asia News Monitor*, 21 janvier 2019.

51. Presse iranienne du 24 août 2021.

52. B. O'Toole « FATF Blacklists Iran, but Does It Matter? », *Atlantic Council*, 24 février 2020, disponible sur : <https://www.atlanticcouncil.org>.

Celles-ci constitueraient non seulement un frein au développement des relations commerciales irano-russes dans des domaines sensibles, mais elles pourraient aussi entraver le processus d'adhésion à l'OCS.

Au mois de janvier 2021, la République islamique a également signé un accord de coopération pour la « sécurité de l'information » avec la Russie, que le ministère iranien des Affaires étrangères a qualifié de « tournant » sur les questions de cybersécurité⁵³. Dès 2015, Téhéran et Moscou avaient conclu un accord préliminaire pour collaborer dans le domaine de la cyberdéfense. Bien que la coopération décrite dans le document puisse contribuer à améliorer les cybercapacités offensives de Téhéran, l'accord est largement défensif, et alimenté par une animosité commune envers les États-Unis⁵⁴. La Russie pourrait aider l'Iran à se doter de systèmes de cyberdéfense plus puissants. En effet, le *National Cyber Power Index* de 2020 du Belfer Center de Harvard classe l'Iran comme le pays le moins bien noté pour ses capacités de cyberdéfense, et situe la Russie à un rang intermédiaire⁵⁵. Si Téhéran remédie à ses lacunes défensives avec l'aide de la technologie et de la formation russes, il sera plus difficile et coûteux pour Washington de cibler les infrastructures du pays. Dans le domaine sécuritaire, Téhéran et Moscou développent aussi des projets de coopération conjoints axés sur l'échange de renseignements, la lutte contre des menaces communes et la coordination de leurs politiques de défense.

Sur le plan intérieur, les deux États ont mis en place de nombreuses restrictions aux libertés numériques. En particulier, la Russie et l'Iran s'inquiètent de l'utilisation du réseau Telegram. La République islamique accuse celui-ci de « propager la décadence morale » et rappelle les accusations russes contre ce réseau, qui faciliterait les actions terroristes, par l'anonymat et la protection des données qu'il garantit à ses utilisateurs. Ces critiques contre Telegram dans ces deux systèmes politiques autoritaires visent à étouffer, limiter, décourager et *in fine* éradiquer les discours qui remettent en question leur stabilité⁵⁶.

Contrairement à l'Iran, la Russie ne s'est pas engagée dans des interdictions systématiques des plateformes en ligne, bien qu'elle restreigne de plus en plus les libertés numériques. Par exemple, depuis 2012, la fermeture de sites internet est possible sur une simple décision politique. Comme dans le cas de l'Iran et du « Mouvement vert » de 2009, ce sont les manifestations antigouvernementales de 2011 à 2012 qui ont sensibilisé le

53. « Iran, Russia Ink Cybersecurity Cooperation Pact », *Pars Today*, 26 janvier 2021, disponible sur : <https://parstoday.com>.

54. « The Iran-Russia Cyber Agreement and U.S. Strategy in the Middle East », Council on Foreign Relations, 15 mars 2021, disponible sur : www.cfr.org.

55. Voir le classement : www.belfercenter.org.

56. A. Akbari et R. Gabdulhakov, « Platform Surveillance and Resistance in Iran and Russia: The Case of Telegram », *Surveillance & Society*, vol 17, n° 1/2, 2019, disponible sur : <https://ojs.library.queensu.ca>.

gouvernement russe aux capacités de mobilisation de ces nouveaux outils. En Russie comme en Iran, on observe à la fois un filtrage d'internet et une volonté de plus en plus affirmée de tendre à la pleine souveraineté numérique.

Une dynamique commerciale favorable

Depuis 2014, la volonté des dirigeants russes et iraniens de renforcer la coopération économique bilatérale pose la question d'une solidarité entre deux États frappés par des sanctions américaines et européennes⁵⁷. Les décideurs politiques et les hommes d'affaires russes ont critiqué la décision des États-Unis de rétablir les sanctions contre Téhéran en 2018. Cette critique était avant tout déterminée par une vision négative des sanctions en tant qu'instrument de pression politique, d'autant que Moscou lui-même en subissait. En outre, les deux parties ont mis en place des relations économiques diversifiées avec un développement des coopérations dans les domaines de l'énergie, des infrastructures (rail) et de l'aviation. Ces liens économiques peuvent être fragilisés par les sanctions économiques américaines.

Téhéran accuse vis-à-vis de Moscou un déficit commercial, qu'il s'efforce de limiter en développant ses exportations non pétrolières vers la Russie⁵⁸. À titre d'illustration, les produits alimentaires représentent désormais 70 % des exportations iraniennes vers le marché russe. Le métal, le ciment, les matériaux chimiques et les minéraux figurent parmi les autres produits vendus par l'Iran à la Russie. Ces relations commerciales croissantes⁵⁹ sont toutefois marginales par rapport au commerce sino-iranien. La Chine reste en effet le principal partenaire commercial de l'Iran (premier client et premier fournisseur) avec 3,8 milliards de dollars d'échanges bilatéraux réalisés sur l'année iranienne 1399 (mars 2019-mars 2020), dont 1,9 milliard d'exportations de biens vers l'Iran (soit 25,39 % du total des importations iraniennes) et 1,8 milliard d'importations de biens depuis l'Iran (soit 28,9 % du total des exportations iraniennes). Sur cette même période, la Russie se hisse en cinquième position des fournisseurs de la République islamique, avec 421 millions de dollars (5,5 %), au coude-à-coude avec l'Allemagne⁶⁰. L'objectif iranien est d'accélérer les négociations avec l'Union économique eurasiatique, en vue

57. Voir le graphique « Value of Russian Trade in Goods (Export, Import, and Trade Balance) With Iran From 2005 to 2020 (in million U.S. Dollars) », *Statista*, disponible sur : www.statista.com.

58. *Ibid.*

59. « Iran's Trade With Russia Surpasses \$800 Million in Four Months », *Financial Tribune*, 19 octobre 2021, disponible sur : <https://financialtribune.com>.

60. « Le commerce extérieur de l'Iran en 2019/2020 », Direction générale du Trésor, Service économique de Téhéran, 2021, p. 3, disponible sur : www.tresor.economie.gouv.fr.

de signer avec elle un accord de libre-échange⁶¹. Il s'agit donc de développer les exportations non pétrolières iraniennes en ciblant, au-delà du marché russe, l'ensemble de l'espace soviétique⁶². En matière de projets bilatéraux, outre la construction de réacteurs nucléaires à Bouchehr et le règlement des questions financières pour approfondir la coopération russo-iranienne dans le nucléaire civil⁶³, Téhéran s'efforce de poursuivre la mise en œuvre du projet Sirik de construction de quatre centrales thermiques de 1 400 mégawatts à Bandar Abbas et de l'électrification de la ligne de chemin de fer Garmsar-Inche Boroun. Selon le ministre russe des affaires étrangères, il n'y a « pas de limitations » au développement des relations techniques et pour le secteur de la défense entre les deux pays⁶⁴.

Dans le domaine de l'aviation civile, malgré les échecs passés – notamment l'affaire des Tupolev durant le premier mandat présidentiel de Mahmoud Ahmadinejad⁶⁵ –, Téhéran est déterminé à mener à bien son projet d'acquisition de 40 avions Sukhoi Superjet (pour un montant de deux milliards de dollars). Dans un premier temps, comme l'avion Sukhoi contenait plus de 10 % (22 %, selon les informations de l'État russe) de pièces fabriquées aux États-Unis, il tombait sous le coup des sanctions du Trésor américain. Depuis, « la United Aircraft Corporation, la maison mère de Sukhoi, s'est engagée à “russifier” le Superjet afin de faciliter son exportation⁶⁶ ». Cet objectif pourrait être atteint à la fin de l'année 2023, et l'Iran aurait déjà manifesté son intérêt pour cette nouvelle version de l'avion russe.

61. T. Hatami, A. Zargar et A. Amini, « Iran and Eurasian Economic Union », *Iranian Review of Foreign Affairs*, vol. 11, n° 1, hiver-printemps 2020, p. 277-301, disponible sur : <http://irfajournal.csr.ir>.

62. « Iran-EAEU Trade Up 96% In 5 Months Yr/Yr », *Tehran Times*, 24 septembre 2021, disponible sur : www.tehrantimes.com.

63. L'Agence iranienne pour l'énergie nucléaire a accepté de payer une dette de 500 millions d'euros pour permettre la poursuite des projets nucléaires conjoints. Voir « Iran Nuclear Chief Reports Agreement With Russia Over Outstanding Debts », *Iran International*, 29 septembre 2021, disponible sur : www.iranintl.com.

64. M. Motamedi, « Iran and Russia Discuss Ties, the Middle East, and Nuclear Deal », *Al Jazeera*, 13 avril 2021, disponible sur : www.aljazeera.com.

65. À l'époque, les journaux réformateurs critiquent le président Ahmadinejad pour sa proximité avec la Russie en utilisant les accidents de Tupolev. Ainsi, « le quotidien réformateur *Mardomsalari* publie à la Une un dessin montrant un avion en forme d'ange noir de la mort qui descend en flèche et sur lequel est marqué “made in Russia”. [...] Le Tupolev est considéré comme le moins sûr des avions dans le monde et n'a pas le droit de voler en Europe et aux États-Unis [...] mais la plupart des compagnies iraniennes utilisent des Tupolev-154 », affirme encore le journal réformateur. Voir « Iran : les Tupolev dans le collimateur », AFP, 16 juillet 2009, disponible sur : www.liberation.fr. Voir aussi : D. Minoui, « Iran : entre crash et crise », Blog, 16 juillet 2009, disponible sur : <https://blog.lefigaro.fr>.

66. C. Charpentreau, « Russia Signs Deal With Iran in Bid to Boost Aircraft Sales », *Aerotime Hub*, 7 septembre 2021, disponible sur : www.aerotime.aero.

Spoutnik V : le vaccin de la discorde ?

En juillet 2021, face à la lenteur de la campagne de vaccination en Iran, la publication d'une information concernant la possible utilisation de la chaîne de production iranienne du vaccin Spoutnik V qui devait ouvrir à l'automne 2021 pour des exportations vers des marchés étrangers (au détriment du marché intérieur iranien) a provoqué une nouvelle polémique en Iran. Le vice-ministre iranien de la Santé, Alireza Raisi, a alors affirmé que cette future ligne de production russe en Iran ne serait pas « utile ». La Russie devait initialement livrer à l'Iran entre 60 et 62 millions de doses de Spoutnik V avant la fin de l'année 2021. Cependant, au mois d'août 2021, Téhéran n'aurait reçu qu'entre un et deux millions de doses. Cette polémique sur la diplomatie sanitaire russe risque de renforcer la méfiance de l'opinion publique iranienne vis-à-vis de la Russie⁶⁷.

Cette méfiance ne se reflète cependant pas dans le sondage mené par le Center for International and Security Studies at Maryland (CISSM) et IranPoll. En effet, la Russie serait en 2020 le seul pays perçu favorablement par une nette majorité des Iraniens⁶⁸. 56 % des sondés affirment avoir une vision positive de la Russie (dont 13 % très positive, en baisse de trois points par rapport à 2019). La Chine bénéficiait pour sa part de perceptions favorables auprès d'une majorité d'Iraniens jusqu'au début de la pandémie. En octobre 2020, seulement 40 % des Iraniens avaient une bonne image de la Chine et 57 % lui étaient défavorables. Ce sondage plutôt avantageux pour Moscou pourrait s'expliquer par les réticences des personnes interrogées à s'exprimer sur un sujet aussi sensible que la politique russe de la République islamique.

Au sein des institutions étatiques iraniennes, Moscou bénéficie d'une perception relativement favorable. Les anti-impérialistes iraniens insistent sur le récit négatif de l'expérience historique britannique en Iran, et omettent la question des ingérences russes au XIX^e et au début du XX^e siècle sur la partie nord du territoire iranien. Cette mémoire sélective entretient donc la relation de méfiance entre la République islamique et l'ancienne puissance impériale britannique, et favorise un relatif oubli étatique du

67. « Russia's Vaccine Diplomacy Turns Into Double-Edged Sword in Iran », *Amwaj.media*, 21 juillet 2021, disponible sur : <https://amwaj.media>.

68. N. Gallagher, E. Mohseni et C. Ramsay, « Iranian Public Opinion, At the Start of the Biden Administration. A Public Opinion Study », The Center for International and Security Studies at Maryland (CISSM) / IranPoll, février 2021, p. 33, disponible sur : <https://cissm.umd.edu>.

passé russe en Iran⁶⁹. En outre, une méconnaissance réciproque demeure, les russophones étant peu nombreux au sein des élites politiques iraniennes, et l'enseignement de la langue persane étant relativement peu répandu en Russie. Il n'y aurait dans ce pays qu'une vingtaine de centres d'apprentissage du persan, regroupant une dizaine d'étudiants en moyenne.

69. R. Matthee et E. Andreeva (dir.), *Russians in Iran. Diplomacy and Power in the Qajar Era and Beyond*, Londres/New York, I.B. Tauris, 2018.

L'Iran et la Russie face à la question syrienne

Compte tenu de l'interdépendance militaire irano-russe en Syrie⁷⁰, il est très peu probable que Moscou cherche à freiner la présence iranienne dans cette région, comme le montre la protection russe fournie aux navires iraniens en Méditerranée orientale. En décembre 2015, malgré les sanctions américaines lui interdisant de voyager hors d'Iran, Soleimani s'est rendu à Moscou (apparemment sur un vol commercial) pour s'entretenir avec le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou et le président Vladimir Poutine. Moscou a démenti la tenue de cette rencontre⁷¹. Cependant, quelques semaines plus tard, Soleimani était de retour en Syrie pour conduire une offensive coordonnée contre les groupes rebelles et djihadistes, sous la protection d'une campagne aérienne russe. Depuis 2015, de façon variable selon les périodes, entre 700 et 3 000 combattants des *Pasdaran* se seraient trouvés en Syrie⁷². Les *Pasdaran* auraient soutenu l'aviation russe, notamment pour l'identification des cibles « terroristes » au sol. Par ailleurs, l'armée régulière iranienne (Artesh) joue un rôle croissant en Syrie, sous le commandement des Gardiens de la révolution. Deux phénomènes nouveaux pour l'armée régulière : une division en petites unités sous le modèle mosaïque des *Pasdaran* et le développement des activités économiques de l'Artesh en Syrie à travers l'entreprise Karargah-e Sazandegi-ye Qa'em. Les Gardiens de la révolution conservent néanmoins leur prédominance en termes de ressources et de commandement.

Sur le plan économique, la compétition irano-russe en Syrie pourrait fragiliser l'entente entre les *Pasdaran* et l'armée russe. Les responsables du gouvernement iranien sont déçus par le faible nombre de contrats de reconstruction attribués à des entreprises iraniennes par rapport à ceux attribués à des entités russes. Les Iraniens affirment que la Syrie a marginalisé les sociétés et produits iraniens, malgré le soutien immense offert à Damas par le gouvernement de Téhéran et les acteurs armés non étatiques iraniens depuis 2014. En retour, Téhéran espérait devenir un partenaire économique majeur de la Syrie dans la perspective de la reconstruction du pays. Enfin, selon l'Office of Foreign Assets Control

70. I. Delanoë, « Russie-Iran : après la victoire militaire en Syrie, quel partenariat ? », *Confluences Méditerranée*, n° 113, 2020/2, p. 137-150.

71. « 'No,' Says Kremlin After Putin-Soleimani Meeting Report », *The Times of Israel*, 16 décembre 2015, disponible sur : www.timesofisrael.com.

72. A. Soufan, « Qassem Soleimani and Iran's Unique Regional Strategy », *CTCSSENTINEL*, vol. 11, n° 10, novembre 2018, disponible sur : <https://ctc.usma.edu>.

(OFAC), sous l'égide du département du Trésor des États-Unis, l'Iran et la Russie seraient au cœur d'un réseau international de contrebande pour fournir du pétrole à la Syrie. En contrepartie, les Gardiens de la révolution utiliseraient la Syrie comme un centre financier pour le transfert de plusieurs centaines de millions de dollars⁷³.

Concernant le poids économique de l'Iran et de la Russie en Syrie, différents récits s'opposent : selon la presse iranienne⁷⁴, la compétition irano-russe tourne au désavantage de l'Iran ; du point de vue américain, l'axe irano-russe finance les activités « néfastes » de l'Iran, tel que le soutien au « terrorisme ». Sur le plan diplomatique, Téhéran et Moscou font partie du processus d'Astana, alternative aux conférences de paix de Genève organisées par les Occidentaux. En mars 2021, l'annonce de la mise en place d'un nouveau cadre politique incluant la Russie, la Turquie et le Qatar pour travailler sur la question syrienne a été accueillie froidement à Téhéran. Du point de vue de la République islamique, ce nouveau format de négociation est un concurrent au forum irano-russo-turc d'Astana. Enfin, le rapprochement de la Russie avec les États du Golfe et avec Israël (et en particulier son acceptation des attaques contre des cibles iraniennes en Syrie) est considéré comme contraire aux intérêts militaires de l'Iran⁷⁵. Téhéran et Moscou entretiennent néanmoins un dialogue au sujet des frappes israéliennes sur des forces militaires pro-iraniennes en Syrie⁷⁶. L'Iran (tout comme la Turquie) s'efforce de maintenir un équilibre entre, d'une part, la préservation de son indépendance vis-à-vis de la Russie et, d'autre part, l'entretien d'un partenariat qu'il peut instrumentaliser dans sa confrontation avec Washington⁷⁷.

73. Voir : « Treasury Designates Illicit Russia-Iran Oil Network Supporting the Assad Regime, Hizballah, and HAMAS », U.S. Embassy & Consulates in Russia, 20 novembre 2018, disponible sur : <https://ru.usembassy.gov>.

74. « Iran Spent Billions in Syria and Iraq, Others Reaped Economic Benefits », Track Persia, 18 septembre 2021, disponible sur : www.trackpersia.com.

75. B. C. Feldman et D. Rakov, « Iran-Russia Relations: Continued Partnership alongside Conflicting Interests », *op. cit.*

76. « Report: Russia Warned Iran Ahead of Israel's Extensive Strikes in Syria », *Haaretz*, 13 mai 2018, disponible sur : www.haaretz.com.

77. E. Avdaliani, « Iran, Russia, and Turkey: A Eurasionist Model of Foreign Relations », *BESA Center Perspectives Paper*, n° 2,078, 22 juin 2021, disponible sur : <https://besacenter.org>.

Le défi afghan

Même si l'Iran et la Russie ont anticipé la victoire des talibans en Afghanistan, leur « victoire » apparente sur ce dossier⁷⁸ risque de se heurter au risque sécuritaire que fait peser le nouveau régime de Kaboul sur la région. L'Iran doit trouver un équilibre entre, d'un côté, son anti-américanisme militant et, de l'autre, la nécessité de préserver la sécurité sur le flanc est du pays. Les contradictions entre la *Realpolitik* et les impératifs idéologiques du régime compliquent l'élaboration d'une politique cohérente à l'égard de l'Afghanistan. Téhéran cherche aujourd'hui à inclure ce pays dans sa sphère d'influence, *via* les mouvements politiques chiites, mais aussi en essayant de séduire les islamistes sunnites par son anti-américanisme militant. À l'échelle régionale, le retrait militaire américain pourrait entraîner l'émergence d'une alliance « anti-hégémonique » en Asie centrale, sous le parrainage de Pékin, Moscou et Téhéran.

L'essentiel de la politique afghane de Téhéran est contrôlé par le corps des Gardiens de la révolution, car ces derniers ont la charge de la gestion de la frontière orientale du pays. Cette politique se fonde largement sur le rejet idéologique de la présence militaire américaine. Pour certains observateurs, le soutien rhétorique de Téhéran à la stabilisation du pays depuis 2001 n'aurait été qu'une ruse diplomatique, son véritable but ayant été de défier l'OTAN et de faire ressentir aux forces armées occidentales la « douleur » de leur présence dans des régions frontalières de l'Iran⁷⁹. Cette perception est particulièrement prégnante chez les responsables politiques et les universitaires pachtounes. Le retrait américain a modifié cette double stratégie de soutien au gouvernement central et de liens avec les groupes armés talibans. Désormais, le soutien aux talibans se justifie par la lutte contre Daech en Afghanistan et par la volonté de mettre en œuvre une politique conforme à la nouvelle réalité du terrain. Cela étant, la dimension « anti-minorités » des talibans pourrait placer Téhéran en porte-à-faux vis-à-vis de certaines communautés, en particulier les Hazaras, une minorité chiite persécutée par le nouveau régime de Kaboul.

Depuis l'apparition de la branche afghane de Daech au Khorassan en 2015, Téhéran et Moscou s'accordent sur l'idée que les talibans seraient aujourd'hui moins dangereux que Daech. Il s'agit en effet d'un mouvement

78. S. J. Frantzman, « Afghanistan's Winners: Qatar, Russia, China, Pakistan, Turkey, Iran », *The Jerusalem Post*, 16 août 2021, disponible sur : www.jpost.com ; et P. Wintour, « Iran and Russia Move to Fill Diplomatic Vacuum in Afghanistan », *The Guardian*, 9 juillet 2021, disponible sur : www.theguardian.com.

79. Entretiens personnels à Kaboul avec des diplomates occidentaux, août 2014.

islamo-nationaliste, alors que l'État islamique est composé de forces militaires djihadistes transnationales. Pour l'essentiel, les États centrasiatiques partagent cette analyse, y compris le Tadjikistan (même si cet État persanophone est le seul en Asie centrale à ne pas entretenir de dialogue avec le nouveau pouvoir taliban).

La Russie ne se considère pas comme un acteur majeur du conflit en Afghanistan. Cependant, elle a un intérêt certain dans la stabilisation régionale, sa préoccupation sécuritaire principale étant la sécurisation de la frontière entre les pays d'Asie centrale et l'Afghanistan, afin d'éviter une contagion de l'instabilité afghane vers l'espace post-soviétique. Pour parvenir à cet objectif sécuritaire, la Russie a pris dès les années 2010 trois initiatives novatrices sur la question afghane : 1) la mise en place d'un processus diplomatique dirigé par Moscou ; 2) l'établissement de canaux de discussion avec les talibans ; 3) le rapprochement avec le Pakistan. De l'avis des élites et de la presse afghanes de l'époque, Moscou cherchait surtout à instrumentaliser l'Afghanistan pour conduire localement son affrontement global avec Washington. À cette fin, la Russie aurait soutenu clandestinement les talibans. Son intérêt ultime était l'échec de la construction de l'État afghan, perçu comme une marionnette de l'Occident.

Le rapprochement opportuniste de la Russie et de l'Iran avec l'Afghanistan des talibans a pour objectif de contrer l'extension de Daech dans ce pays et d'éviter une contagion de l'instabilité afghane vers l'Asie centrale (Moscou) ou le territoire iranien (Téhéran). La Russie et l'Iran ont également amorcé un rapprochement avec le Pakistan, partenaire clé du régime afghan actuel. Cette politique marque une rupture notable par rapport aux années 1990, où l'axe Moscou-Téhéran-New Delhi soutenait ouvertement l'opposition afghane aux talibans, alors regroupée au sein de l'Alliance du Nord.

Au-delà de la question du soutien russo-iranien aux talibans, se dessine en creux une nouvelle stratégie russe englobant le Pakistan, qui connaît une dégradation rapide de sa relation avec les États-Unis. Ainsi, le rapprochement russo-pakistanaï doit se comprendre à l'aune des tensions pakistano-américaines et de la politique de Washington visant à désigner Islamabad comme responsable de la situation sécuritaire de l'Afghanistan. L'ancrage du Pakistan dans la sphère d'influence chinoise constitue un facteur positif pour ce rapprochement, dont l'objectif est bien la réduction de l'influence américaine en Asie du Sud, le règlement du conflit afghan et la lutte contre le terrorisme.

Téhéran s'inscrit dans cette nouvelle équation géopolitique, même si son « pari taliban » risque de se heurter à l'antagonisme idéologique entre l'islamisme khomeyniste et l'islamisme des talibans. Par ailleurs, les questions des minorités et de la préservation des intérêts économiques iraniens en Afghanistan seront déterminantes pour l'avenir

des relations irano-afghanes. Enfin, la politique afghane de Moscou vise à éviter un afflux régional de réfugiés, ainsi qu'un nouvel essor du trafic d'opium et d'héroïne, ce qui coïncide avec les objectifs iraniens⁸⁰.

80. K. Krivosheev, « Russia May Live to Regret Betting on the Taliban in Afghanistan », Carnegie, Moscou, 18 août 2021, disponible sur : <https://carnegie.ru>.

L'Iran et la Russie au Caucase du Sud

Depuis la désintégration de l'Union soviétique en 1991, l'ouverture de la frontière nord de l'Iran, fermée à la circulation transfrontalière pendant la guerre froide, ne s'est pas traduite par un renforcement de l'influence régionale iranienne dans l'ancien espace soviétique. Malgré la mise en œuvre d'une politique plus pragmatique qu'au Moyen-Orient, Téhéran n'est pas parvenu à développer une stratégie véritablement indépendante de Moscou, ni à se défaire de son image de théocratie révolutionnaire qui suscite la méfiance de ses voisins⁸¹. D'autres facteurs ont joué un rôle en tant que frein aux ambitions iraniennes dans la région. Il y a, d'une part, l'extrême prudence de Téhéran à ne pas froisser Moscou en intervenant dans son « étranger proche » et, d'autre part, l'anti-américanisme et l'anti-sionisme militant de la République islamique qui ont poussé les États-Unis et, dans une moindre mesure, Israël à transformer le Caucase du Sud en poste d'observation de l'Iran.

Pourtant, sur le plan géographique, l'Iran jouit d'une situation extrêmement favorable en tant qu'État-pivot entre la région caspienne et le golfe Persique. L'Iran aurait logiquement dû redevenir un territoire de transit pour les hydrocarbures de la mer Caspienne et les marchandises en provenance des États nouvellement indépendants du Caucase et de l'Asie centrale : le corridor nord-sud est, sur les plans géographique et économique, plus pertinent que l'axe est-ouest finalement privilégié par Bakou pour des raisons politiques. Si l'Iran joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement de l'Arménie ou dans un système de trocs (*barters*) avec l'Azerbaïdjan, les obstacles politiques, notamment l'opposition de Washington au développement des relations des pays caucasiens avec Téhéran, ont fortement contribué à l'échec de la réalisation du potentiel économique entre ces États. Ainsi, lors du déclenchement de la guerre du Haut-Karabagh en 2020, la République islamique d'Iran se trouve dans de graves difficultés économiques en raison des sanctions économiques américaines et de la crise sanitaire, ce qui renforce sa dépendance envers ses voisins les plus riches, tel l'Azerbaïdjan.

81. Cette dimension islamiste révolutionnaire explique l'impuissance des conservateurs iraniens à construire une véritable alliance avec Moscou et Pékin. Voir : N. Song, « How Cooperation Among China, Russia and Iran Will Be Updated Under Raisi Era », *The Global Times*, 27 juin 2021, disponible sur : <https://www.globaltimes.cn>.

Par ailleurs, la défiance de la population iranienne à l'égard du régime politique de la République islamique a conduit le Guide suprême, lui-même d'origine azérie, à afficher une position plus favorable à Bakou, de peur que les revendications culturelles des turcophones iraniens⁸² ne se transforment en remise en cause de la légitimité du régime en place. Cette nouvelle tonalité de la diplomatie iranienne lors du conflit de 2020 revêt également une dimension opportuniste : le rapport de force militaire était très largement favorable à l'Azerbaïdjan⁸³, et la Russie, qui guide le positionnement iranien dans cet espace, avait elle-même adopté une position moins favorable à l'Arménie.

La nouvelle relation économique entre Bakou et Téhéran s'inscrit néanmoins dans un contexte politique critique du point de vue de Téhéran, qui dénonce les coopérations militaires et sécuritaires entre Bakou et Tel-Aviv⁸⁴. De son côté, Bakou s'insurge contre les approvisionnements de la République islamique à l'Arménie, qui est toujours sous embargo. La nouvelle stratégie iranienne pendant la guerre de novembre 2020 a été de courte durée : l'année suivante, la victoire du conservateur Raïssi à l'élection présidentielle a conduit Téhéran à se concentrer sur les activités israéliennes depuis le territoire de l'Azerbaïdjan, et à chercher à prendre sa revanche après la victoire de l'axe israélo-azéro-turc⁸⁵.

Selon Téhéran, en 2018, les services de renseignement israéliens auraient volé en Iran de nombreux dossiers nucléaires sensibles à partir du territoire de l'Azerbaïdjan, lors d'une opération clandestine qui a humilié les dirigeants politiques et les services de renseignement iraniens⁸⁶. Les exercices militaires iraniens conduits à l'automne 2021 sur la frontière nord-ouest de l'Iran (les premiers de ce type depuis la fin de la guerre froide) s'inscrivaient dans ce contexte tendu. Les autorités iraniennes mettaient ainsi en garde l'Azerbaïdjan quant à la présence israélienne aux frontières iraniennes. Une autre raison avancée par Téhéran pour justifier ces manœuvres était de garantir la circulation des camions iraniens depuis l'Azerbaïdjan vers l'Iran, depuis l'Iran vers la Turquie ou depuis l'Iran vers l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

82. M. Grebennikov, « The Puzzle of a Loyal Minority: Why Do Azeris Support the Iranian State? », *Middle East Journal*, vol. 67, n° 1, hiver 2013, p. 64-76.

83. M. Goya, « Les enseignements opérationnels de la guerre du Haut-Karabagh », *La voie de l'épée*, 1^{er} décembre 2020, disponible sur : <https://lavoiedelepee.blogspot.com>.

84. A. Vatanka, « Azerbaijan and Israel's Encirclement of Iran », Middle East Institute, 5 octobre 2021, disponible sur : www.mei.edu.

85. Il s'agit aussi d'une réponse iranienne aux exercices militaires entre l'Azerbaïdjan, la Turquie et le Pakistan du mois de septembre 2021. Voir « The Iran-Azerbaijan Escalation: Motives, Consequences and Future Scenarios », *Rsanah*, 25 octobre 2021, disponible sur : <https://rasanah-iiis.org>.

86. A. Vatanka, « Azerbaijan and Israel's encirclement of Iran », *op. cit.*

Pour l'Iran et la Russie, au-delà de la victoire militaire de Bakou, le phénomène le plus inquiétant est la nouvelle implantation turque dans une zone extérieure aux limites des frontières de l'Empire ottoman. Il ne s'agit donc pas d'une approche néo-ottomane de la politique étrangère turque, mais plutôt d'une réalisation de l'idéologie panturquiste. Cette nouvelle présence turque au Caucase du Sud pose aussi la question du transfert de combattants « mercenaires » du théâtre syrien vers l'espace caucasien. Cette présence de forces militaires pro-turques, si elle devait se pérenniser, pourrait pousser Téhéran et Moscou à une coopération sécuritaire renforcée afin d'éviter une extension de ce réseau de combattants vers d'autres régions de l'espace post-soviétique, voire vers l'Iran. L'implication de la Turquie, qui a participé à la préparation de l'armée azerbaïdjanaise et a déployé de 1 500 à 2 000 mercenaires syriens, a joué un rôle déterminant dans l'inversion du rapport de force au Haut-Karabagh⁸⁷.

Quel que soit l'avenir de cette présence militaire pro-turque, l'émergence d'un nouveau foyer de crise sur sa frontière nord constitue pour l'Iran un nouveau défi sécuritaire, s'ajoutant à ceux posés par la guerre d'Afghanistan (2001-2021) et l'irrédentisme baloutche⁸⁸. De même, la frontière ouest est déstabilisée par la guerre d'Irak et l'irrédentisme kurde. De plus, ce risque nouveau de contagion d'insécurité par la frontière nord du pays s'accompagne d'un recul stratégique. En effet, l'extension de l'influence turque dans la zone place Ankara dans une position privilégiée en tant que partenaire incontournable de Pékin dans la réalisation du projet des Nouvelles routes de la soie⁸⁹. Enfin, la modification du tracé de la frontière entre le territoire iranien et ses voisins du Caucase du Sud au profit des forces pro-turques, ainsi que le projet d'établissement d'un corridor pour approvisionner l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan, devraient entraîner des conséquences négatives pour Téhéran. Il semble donc que l'affaiblissement de l'allié arménien soit un échec pour la politique régionale de l'Iran, qui voit son rôle de route de transit marginalisé⁹⁰, voire empêché⁹¹, et une partie de sa frontière avec l'Arménie désormais contrôlée, même indirectement, par un rival géopolitique : la Turquie.

87. Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le « Haut-Karabagh : dix enseignements d'un conflit qui nous concerne », par M. O. Cigolotti et Mme M.-A. Carlotti, Sénateurs, le 7 juillet 2021, disponible sur : www.senat.fr.

88. Les Baloutches sont un peuple iranien vivant majoritairement au Pakistan.

89. M. Tanchum, « Has Turkey Outfoxed China in Azerbaijan to Become a Rising Eurasian Power », *Turkish Policy*, 21 janvier 2021, disponible sur : <http://turkishpolicy.com>.

90. V. Kaleji, « Iran and South Caucasus Railway Connections After the Nagorno-Karabagh War », *The CACI Analyst*, 8 juillet 2021, disponible sur : www.cacianalyst.org.

91. « Iran, Armenia Confer on Establishing New Transit Routes », *Tehran Times*, 8 octobre 2021, disponible sur : www.tehrantimes.com.

L'entrée de l'Iran dans l'Organisation de coopération de Shanghai

Au-delà des coopérations militaires qui se développent au niveau trilatéral entre Téhéran, Moscou et Pékin⁹², la décision de l'OCS d'entamer un processus d'adhésion pour la République islamique le 18 septembre 2021 est une étape dans le processus d'intégration de l'Iran dans l'axe russo-chinois⁹³. L'Iran est membre observateur de l'OCS depuis 2005, et a déposé en 2008 (sous le gouvernement d'Ahmadinejad) sa candidature pour en devenir membre à part entière. Le lancement du processus d'adhésion était officiellement conditionné à la levée des sanctions économiques des Nations unies contre l'Iran⁹⁴. Tant que le JCPOA restera suspendu, les bénéfices économiques ne doivent pas être surestimés⁹⁵. Cependant, le moment choisi est d'une haute importance symbolique, au lendemain du retrait militaire précipité de l'armée américaine d'Afghanistan. Pour l'OCS, le territoire iranien sera une voie de communication stratégique entre l'Eurasie et l'Asie de l'Ouest⁹⁶. Pour l'Iran, il s'agira du premier engagement multilatéral pour une organisation supranationale dont la raison d'être est la sécurité collective.

Au sein de la communauté iranienne de politique étrangère, l'importance de la Russie pour l'Iran fait consensus, du fait de leur approche commune de l'ordre multipolaire, et du soutien de Moscou à l'intégration de Téhéran dans les institutions multilatérales eurasiennes telles que l'Union économique eurasiatique et l'Organisation de coopération de Shanghai⁹⁷. Cela étant, l'espoir de contourner les sanctions internationales par l'adhésion à des organisations régionales dominées par Moscou ou Pékin semble illusoire. En effet, l'ambition iranienne de participer à ce forum ne renforce pas l'indépendance économique du pays,

92. C. P. Clarke et W. Courtney, « Can America Weaken the Russia-Iran Axis? », RAND Corporation, 31 juillet 2020, disponible sur : www.rand.org.

93. F. Eftekhari, « Why Is Iran So Keen on Joining the SCO? », *The Diplomat*, 7 septembre 2021, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

94. H. Azizi, « Why Iran Touts Imminent Accession to Key Eurasian Bloc », *Amwaj Media*, 20 août 2021, disponible sur : <https://amwaj.media>.

95. J. W. Parker, « Russia-Iran: Strategic Partners or Competitors? », Baker Institute, 2016, disponible sur : www.bakerinstitute.org.

96. A. Aslani, « Iran in the SCO, the Timing is Right », *The Cradle*, 17 août 2021, disponible sur : <https://thecradle.co>.

97. « Ravâbet-e irân-o rusie dar dore-ye raissi » [Les relations irano-russes à l'époque de Raïssi], *Donya-e eqtesad*, 14 juillet 2021, disponible sur : <https://donya-e-eqtesad.com>.

mais accentue au contraire le caractère asymétrique de ses relations bilatérales tant avec Moscou qu'avec Pékin.

Conclusion

Le projet du Guide suprême Ali Khamenei d'un rapprochement stratégique avec Moscou dans le domaine sécuritaire a été accueilli favorablement par les différentes factions en Iran, même s'il continue de susciter certaines réticences dans l'opinion publique, comme le montrent les polémiques récurrentes sur l'influence russe en Iran.

Les partisans du rapprochement irano-russe dans les deux pays soulignent leur opposition commune aux politiques de Washington⁹⁸. En outre, les représentants des deux États inscrivent désormais la coopération sécuritaire bilatérale dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Les bénéfices opérationnels et techniques pour les *Pasdaran* en lien avec les nouvelles coopérations avec la Russie sont significatifs. La contribution russe va au-delà du développement des secteurs balistique et spatial en Iran. On assiste désormais, sur un terrain étranger, à la coordination entre les conseillers militaires iraniens, les miliciens chiites mobilisés par l'Iran en Syrie, l'armée russe et l'armée régulière syrienne. En conséquence et grâce au soutien aérien russe, l'Iran a considérablement accru sa capacité à projeter des forces terrestres loin de ses frontières nationales.

Dans le contexte syrien, la Russie est intéressée par les capacités de recrutement et de mobilisation de l'Iran. L'intervention de l'armée régulière iranienne en Syrie sous le commandement des *Pasdaran* apparaît également comme un facteur de rapprochement entre les appareils de sécurité russe et iranien. La coopération au niveau régional entre les *Pasdaran* et la Russie montre que vu de Téhéran, Moscou est plus que jamais un partenaire essentiel pour la survie de la République islamique.

98. Voir C. Therme, « When Tehran Looks at Its Regional Environment. Iranian Think Tanks and Their Analysis of Central Asia », *Iran Regional Forum*, n° 2, 2012, disponible sur : www.centralasiaprogram.org.

Les dernières publications des *Russie.NEI.Reports*

- ▀ [B. Lo, « Rewinding the Clock? US-Russia Relations in the Biden Era »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 36, Ifri, février 2022.
- ▀ [P. Baev, « Russia and Turkey: Strategic Partners and Rivals »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 35, Ifri, mai 2021.
- ▀ [J. Nocetti, « The Outsider: Russia in the Race for Artificial Intelligence »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 34, Ifri, décembre 2020.
- ▀ [L. Litra, A. Getmanchuk, « One Year of Zelensky's Presidency: One Step Forward, One Step Back »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 33, Ifri, octobre 2020.
- ▀ [A. Paratnikau, « Un régime dans la tourmente : le système de sécurité intérieure et extérieure du Bélarus »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 32, Ifri, août 2020.
- ▀ [T. Kastouéva-Jean \(dir.\), « Mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans la Russie actuelle »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 31, Ifri, juin 2020.
- ▀ [O. Konkka, « Quand la guerre s'invite à l'école : la militarisation de l'enseignement en Russie »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 30, Ifri, mai 2020.
- ▀ [B. Lo, « The Return: Russia and the Security Landscape of Northeast Asia »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 29, Ifri, mars 2020.
- ▀ [T. Mitrova et V. Yermakov, « Russia's Energy Strategy-2035: Struggling to Remain Relevant »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 28, Ifri, décembre 2019.
- ▀ [B. Lo, « Greater Eurasia: The Emperor's New Clothes or an Idea whose Time Has Come? »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 27, Ifri, juillet 2019.
- ▀ [D. Gorenburg et P. Schwartz, « Russia's Relations with Southeast Asia »](#), *Russie.NEI.Reports*, n° 26, Ifri, mars 2019.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org